

pagea rapidement d'une extrémité de la France à l'autre, avec tous les caractères d'un élan belliqueux. Pour la première fois depuis 1830, le cri de guerre poussé par la population eut des échos dans le sein du gouvernement, et jamais cette paix européenne achetée par tant de sacrifices ne parut plus près d'être sérieusement troublée. Le roi lui-même sembla s'associer à ces impressions vengeresses, et ses lèvres murmurèrent la *Marseillaise* comme une menace contre la coalition réformée.

Cette situation si agitée reçut une complication passagère du débarquement du prince Louis Bonaparte sur la côte de Boulogne (7 août) à la tête d'une soixantaine d'officiers-généraux ou supérieurs et d'hommes armés. Mais cette nouvelle tentative, accomplie, dit-on, au mépris des engagements formels du prince envers le gouvernement de Louis-Philippe, échoua plus misérablement encore que la précédente. Vaincu et enveloppé, le prince dirigea contre un capitaine du 42^e régiment de ligne un coup de feu qui atteignit un grenadier de ce régiment, sans ralentir la poursuite dont il était l'objet. Louis Bonaparte ne put rejoindre son embarcation ; il fut fait prisonnier et traduit devant la Cour des pairs qui le condamna à une détention perpétuelle. Le prince fut enfermé au château de Ham, d'où il s'échappa au bout de six ans de captivité, et ne reparut sur la scène politique qu'après la révolution de 1848.

En dépit des excitations passionnées de la presse, des manifestations de la garde nationale de Paris, et des provocations insultantes du cabinet anglais, la guerre ne répondit point au traité du 15 juillet, ni même au bombardement de Beyrouth, qui retentit comme un coup de foudre dans la France entière. M. Thiers lui-même fit fléchir sous une volonté supérieure l'ostentation de son zèle pour l'honneur national, et, cédant aux susceptibilités presque ironiques de